

AGENCE D'AUXERRE

Pépinière de l'Auxerrois - Bât: B7
105 rue des Mignottes
89000 AUXERRE



Opération : **AUXERRE(89)-MAIS ARRET-ACCESSI**

N° affaire : 7322515_1-4SBGFQG

Tél : +33 6 76 44 66 10

Mél : abdellah.mouguinan@bureauveritas.com

**Direction interrégionale des services
pénitentiaires de Dijon**

Jordan DEBORTOLI
72A RUE D AUXONNE
21033 DIJON CEDEX

**AUXERRE(89)-MAIS ARRET-ACCESSI
13 AVENUE CHARLES DE GAULLE
89000 AUXERRE**


**Direction interrégionale des services pénitentiaires
de Dijon
72A RUE D AUXONNE
21033 DIJON CEDEX**

Opération de catégorie 3

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination**

P.G.C.

Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
26/05/2020	Rev0	PGC REV 0	Abdellah MOUGUINAN
13/07/2021	Rev1	PGC REV 01	Abdellah MOUGUINAN 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Inspections Communes	8
2.2. PPSPS	8
2.2.1. Pénalités	8
2.3. Sous-traitance	9
2.3.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.3.2. Transmission du PGC	9
2.3.3. Obligation du sous-traitant	9
2.4. Intérimaires	9
2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.6. Travailleurs indépendants	10
2.7. Protections individuelles	10
2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	17
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des risques particuliers	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	22
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	22
4.3.2. Déplacement de protection collective	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	23
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	23
4.4. Equipement de levage	23
4.4.1. Autorisation de survol	23
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	23
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	23
4.5.1. Approvisionnements et stockage	23

4.5.2. Travaux superposés	24
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	24
4.5.4. Protection contre le bruit	24
4.5.5. Protection contre l'incendie	24
4.5.6. Travaux en hauteur	24
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	25
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	25
4.6. Moyens communs	26
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	26
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	26
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	26
4.6.4. Protection des accès – Auvents	26
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	26
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	27
5.1. Stockages sur le chantier	27
5.2. Nettoyage	27
5.3. Enlèvement des déchets	27
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	27
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	28
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	28
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	29
6.1. Déclarations particulières	29
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	29
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	30
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	30
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	30
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	31
6.7. Locaux témoins	31
7. ORGANISATION DES SECOURS	32
7.1. Téléphone de secours	32
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	32
7.3. Travail isolé	32
7.4. Procédure d'organisation des secours	32
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	32
7.6. Point de rencontre secours	33
7.7. Modèle de fiche de secours	34
ANNEXES AU P.G.C.	35

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Réalisation**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage.

Attention!! Les diagnostics plomb avant travaux non fournis au CSPS, merci de bien vouloir les communiqués rapidement à l'ensemble des intervenants.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.
Mode de passation des marchés : lots séparés
Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 novembre 2021

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux: Information non communiquée au CSPS, merci de se référer au planning de chantier.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 04 lots:
Lot 01: Maçonnerie
Lot 02: Menuiserie bois - Serrurerie
Lot 03: Revêtement de sol
Lot 04: Électricité

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Entre 2 et 6 compagnons sur le chantier avec respect des gestes barrières liés au Covid-19.

Chaque compagnon aura sa carte BTP sur lui OU la photo de sa carte dans son portable en cas de contrôle.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon	72A RUE D AUXONNE 21033 DIJON CEDEX	jordan.debortoli@justice.fr	Jordan DEBORTOLI
Coordonnateur SPS	Bureau Veritas Construction		abdellah.mouguinan@bur eauveritas.com	Abdellah MOUGUINAN
CARSAT	CARSAT	46 Rue Elsa Triolet 21000 DIJON		CARSAT
DIRECCTE	DIRECCTE AUXERRE	1 Rue de Preuilly 89000 Auxerre		DIRECCTE
OPPBTP	OPPBTP	6 Rue Saint-John Perse 21000 Dijon		OPPBTP

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.2.1. Pénalités

Chacune des entreprises et sous-traitant ont deux obligations:

La visite d'inspection commune entre le représentant de l'entreprise et le CSPS.

La remise du PPSPS par mail au CSPS avant intervention sur le chantier.

Si les deux obligations ne sont pas remplies, interdiction pour l'entreprise d'entrer dans le chantier.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

En cas de non transmission du PPSPS, le CSPS propose l'arrêt de tâche au Maître d'Ouvrage pour l'entreprise concernée. Le Maître d'Ouvrage appliquera les pénalités prévues au marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,

- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Voir rapport n° 180919.9047005 établi par SDA le 13/11/2019.

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

des Affaires Immobilière de la Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Dijon, une demande d'autorisation d'accès doit être transmise pour toute nouvelle personne qui doit intervenir. Elle devra fournir un scan de sa CNI ; s'il s'agit d'une personne de nationalité étrangère, en plus il faudra les noms et prénoms de ses parents.

Pour tout véhicule amené à entrer : carte grise scannée.

Un délai minimum de 72h sera nécessaire, hors jours ouvrables afin de pouvoir travailler efficacement et dans le respect des règles établies.

FICHE DE PROCEDURE D'INTERVENTION

Une fiche de procédure d'intervention doit également être renseignées.

Elle regroupe :

- Le nom de l'entreprise ainsi que les coordonnées du responsable du chantier,
- La description de l'intervention,
- Les dates et horaires de début et de fin des travaux,
- La zone d'intervention,
- Le personnel habilité à intervenir,
- La liste des véhicules et engins,
- Les outillages spécifiques,
- L'impact éventuel sur les services pénitentiaires,
- Les prérequis nécessaires,
- Ainsi que la liste des pièces jointe.

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENTREE ou SORTIE DE MATERIEL

Le formulaire relatif à une demande d'autorisation d'entrée d'objet devra être adressé 72h jours ouvrables avant l'entrée effective.

Ce formulaire sera directement adressé au lieutenant en charge de la sécurité pénitentiaire qui validera ou non la liste afin de la fournir aux agents portiers.

Il doit être complété en plus de la fiche de procédure d'intervention ; il a une autre utilité et destination que celui des procédures d'intervention.

Cadre de sûreté

L'entreprise devra absolument valider, signer et appliquer à la lettre le document joint à la consultation intitulé « CADRE DE SURETE » - Dispositions communes relatives à l'accès des personnels des entreprises dans les établissements pénitentiaires de l'inter région Disp DIJON.

Aucune personne ou entreprise intervenant sur le site n'est censée ignorer ce document.

Horaires

Horaires de travaux : de 08h00 à 17h00 avec une heure de pause pour le repas

* Aucune personne sur le chantier le vendredi après-midi sauf en cas de retard ou d'impératif technique.

Arrivée des entreprises devant l'entrée à 7h45 après prise de fonction des agents et avant l'entrée des autres personnels.

L'approvisionnement sur le chantier devra impérativement se faire tôt le matin.

Les jours et les horaires des parloirs sont également à confirmer par l'exploitant, tout comme les approvisionnements quotidiens programmés que le centre pénitenciaire connaît. A noter qu'il n'y a pas de parloir le lundi.

L'entreprise doit intégrer cette information comme contrainte d'approvisionnement et de réalisation.

Condition de chantier

L'entreprise travaillera accompagnée d'un surveillant de travaux :

- Lors des travaux, la clôture devra être refermée chaque soir
 - L'entreprise devra prendre en compte les contraintes liées aux activités du personnel et devra prendre les mesures visant à ne pas perturber leur fonctionnement.
 - Modalités d'autorisations d'accès à prendre en compte.
 - Travail en compagnie d'ERIS (Equipe régionale d'intervention).
 - Outre le contrôle concernant les personnes, tout véhicule entrant ou sortant sera contrôlé, l'opération pouvant prendre une demi-heure à chaque passage.
 - Impossibilité d'entrer lors de mouvement de détenus.
 - Informer le personnel travaillant des éventuelles paroles déplacées des détenus.
 - Afin de faciliter son accès sur le site, tout véhicule d'entreprises doit être signalé, au préalable, à l'établissement, par le responsable de chantier. Il en va de même pour les employés des entreprises.
 - Le titulaire d'une prestation prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne pourra pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation pourrait engendrer.
- Les réseaux provisoires seront vus pendant la période de préparation avec la MO.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

- La clôture du chantier et portails d'accès au chantier et son entretien pendant toute la durée du chantier sera au lot "Clôtures sécurisées" sur supports en massifs béton amovibles de 1m3.
- La clôture du chantier et portails d'accès à la base vie et son entretien pendant toute la durée du chantier sera à la charge du lot gros œuvre sur supports en plots béton amovibles.

3.2.2. Accès

Le chantier sera réalisé en site occupé. Attention à vos déplacements sur le site.

Le LOT01 mettra en place un fléchage d'accès chantier depuis la rue.

Les entreprises et leurs livreurs rouleront à vitesse réduite et les PL et engins seront guidés pour les accès et sorties de chantier par les entreprises les utilisant et ayant commandé ces livraisons.

Les véhicules de chantier marqueront un temps d'arrêt avant de sortir du chantier; ils ne seront pas prioritaires par rapport au trafic urbain.

Un panneau STOP sera installé par le LOT 01 aux sorties de chantier.

Les accès chantier devront toujours restés dégagés et propres. LOT 01 veillera aux entretiens, à la propreté de ces accès et sorties de chantier.

Le LOT 01 aménagera dans l'emprise du chantier depuis l'entrée :

- des accès piétons séparés des flux véhicules et engins de chantier pour se rendre à la base vie, aux portes du bâtiment à construire et aux zones parking chantier et aires de stockage, déchargement.
- des accès et voiries pour les véhicules et engins de chantier

Ces chemins piétons et voiries de chantier carrossables seront signalés, balisés, par ce même LOT 01.

3.2.3. Circulations

Les circulations piétonnes devront être séparées des circulations engins de chantier.

3.2.4. Signalisation

Le LOT 01 mettra en place les signalisations d'accès extérieur au chantier, au droit du portail chantier ainsi que dans le chantier.

Il en aura l'entretien et les déplacements et les mises à jour nécessaires au besoin du chantier.

3.2.5. Stationnements

Prévoir sur le PIC les parkings pour les véhicules personnel des compagnons et des véhicules chantier.

3.2.6. Stockage

Pendant la période de préparation, chaque entreprise doit faire ses demandes en espace nécessaire pour ses travaux.

Les zones prévues à cet effet sont définies avec la maîtrise d'œuvre et l'exploitant. Les emprises clôturées de chantier doivent être dimensionnées en conséquence.

Les maîtrises d'œuvre doivent identifier ses zones dans la synthèse du plan d'installation de chantier.

Aucun stockage, même limité n'est autorisé sur le domaine public..

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

A charge du LOT 01 de réaliser ces réseaux provisoires de chantier pour la mise en place :

- du coffret électrique général de chantier
- de l'alimentation et raccordement électriques de la base vie
- de l'alimentation et raccordement en eau potable de la base vie
- de points d'eau chantier hors gel, environ 2 unités
- le réseau d'assainissement de la base vie y compris ses raccordements

A partir du coffret général de chantier mis en place par le LOT 01, le LOT Electricité mettra en place les coffrets secondaires de chantier à chaque étage du bâtiment y compris en toitures.

Ce LOT aura en charge de faire réaliser les contrôles électriques réglementaires avant mises en service des réseaux électriques de chantier.

De plus il veillera à l'entretien quotidien et au dépannage rapide des installations électriques de chantier .

Les câbles et alimentations seront arrimés en hauteur et protégés mécaniquement et signalés " sous tension ".

Ce LOT Electricité installera de plus, les éclairages de chantier pour les circulations horizontales et verticales dans le bâtiment et pour l'accès à la base vie depuis le domaine public.

Ensuite à charge de chaque LOT de prévoir d'éclairer ses zones de travaux, ses postes de travail.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Le lot 01 installe les locaux de vie et d'hygiène (salle de réunion de chantier, sanitaires femmes et sanitaires hommes, réfectoires, vestiaires femmes et vestiaires hommes), y compris le branchement de toutes les énergies et fluides, pour l'ensemble des entreprises intervenantes.

Pour la durée du chantier, le lot gros œuvre assure également leur entretien et leur maintien en état de bon fonctionnement jusqu'à la fin du chantier.

Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du code du travail.

Le lot gros œuvre installe et entretient un poste de nettoyage des bottes à l'entrée de la zone des locaux de vie.

☐ Salle de réunion de chantier

Elle comprend :

- Des tables et des chaises en nombre suffisant pour permettre l'accueil des participants aux réunions de chantier,
- Un meuble de rangement à casiers visiblement et durablement identifiés au nom des maîtrises d'ouvrage et d'œuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS et de chaque entreprise pour les plans et les pièces écrites tous corps d'état et tous les documents intéressant l'opération,
- Un téléphone en état de bon fonctionnement, relié au réseau public et accessible en permanence permettant l'appel des secours,
- Des équipements de protection individuelle (notamment des casques, des bottes ou chaussures de sécurité) destinés aux visiteurs accompagnés par la maîtrise d'ouvrage et placés sous sa responsabilité.

☐ Sanitaires femmes et sanitaires hommes

Suivant les prescriptions du code du travail, sont installés jusqu'à la réception de l'opération, distinctement, signalés visiblement et identifiés durablement des sanitaires femmes et des sanitaires hommes.

☐ Réfectoires

La prise de repas est strictement interdite dans les locaux en chantier, c'est pourquoi :

Ces locaux de vie sont réalisés pour quinze personnes par le lot gros œuvre suivant les prescriptions du code du travail.

☐ Vestiaires femmes et vestiaires hommes

L'aménagement de vestiaires est strictement interdit dans les locaux en chantier, c'est pourquoi :

Ces locaux de vie sont réalisés pour quinze personnes par le lot gros œuvre suivant les prescriptions du code du travail. Sont à distinguer les vestiaires femmes et les vestiaires hommes.

☐ Hébergement

L'hébergement est strictement interdit sur le chantier.

Situation du COVID-19 :

Accès au site :

- Signalisation des sens de circulations piétonniers

Accès aux cantonnements :

- Séparation des flux des piétons entrants et sortants avec distanciations sociales, marquage au sol ou /et murs flèches.....

Affichage :

- Affichage de l'ensemble des mesures d'hygiène applicables dans tous les locaux et dès l'accès au site.

Mesures d'hygiène :

- Mise à disposition de :
 - gel hydro alcoolique
 - savon et d'eau en continu avec une température à minima tempérée
 - essuie main à usage unique
 - bacs pour recueillir les papiers usagés (essuie-main)

Sanitaires:

- Nettoyage et désinfection à chaque utilisation (mise à disposition de lingettes avec désinfectant)

Cantonnements:

- Roulement organisé pour le déjeuner permettant de garder la distanciation sociale
- Matérialisation des places dans le réfectoire pour le respect de la distance d'un mètre. (Marquages sur table et /ou sols).
- Nettoyage des locaux entre chaque roulement de compagnons qui aura déjeuné
- Mise à disposition de lingettes pour le nettoyage de micro-ondes
- Mise à disposition de bacs pour recueillir les papiers usagés (essuie- main)

Vestiaires:

- Organisation pour que le nombre de personnes concomitantes puissent respecter les distanciations sociales.

Protections individuelles:

- Masques de protections individuelles pour les tâches ne pouvant pas respecter les distanciations sociales.

- Lunettes de protections non jetables qui seront désinfectées quotidiennement et affectées : remise contre émargement.
- Mise à disposition de lingettes désinfectantes pour le nettoyage des lunettes.

Accès aux postes de travail :

- Gestion des flux et rappel de l'utilisation des protections mises à dispositions si les mesures de distanciation ne pouvaient être respectées.
- Si plusieurs accès sont disponibles, matérialiser le sens d'accès et le sens de sortie.
- Affiches de rappels en bas des zones d'accès pour les distanciations à respecter.

Gants de travail :

- Le port des gants sera obligatoire tout au long de la journée compte tenu des échanges possibles d'outils, prise d'échafaudages, manipulations diverses.
- Organisation mise en place pour le nettoyage des outils

Organisations des secours:

- Un ou plusieurs « KIT d'intervention / d'urgence » (combinaison jetable, gants latex, masques, lunettes,...) devront être constitués et présents sur site

Mise à jour du Plan d'Installation de Chantier :

- Le plan d'installation de chantier sera remis à jour pour que l'ensemble des nouveaux aménagements soient matérialisés
- Il sera obligatoirement affiché sur le site dans les cantonnements

Approvisionnement du site

- Gestion des approvisionnements et déchargements pour que les mesures de distanciations soient respectées
- Affichage des mesures prises pour les approvisionnement et déchargements
- Informations des fournisseurs et locatiers

Les masques et lunettes seront obligatoirement portés dans les situations de travail où les distanciations sociales ne pourraient être respectées, ceci permettant la protection de chaque porteur.

Il sera demandé aux entreprises les noms de leurs représentants COVID-19 sur le site

Le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures devra être organisé.

Des quart d'heure sécurité réguliers seront organisés sur le site avec démonstrations pour que le lavage des mains, la mise en place du masque, des lunettes soient réalisés dans de bonnes conditions.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le LOT 01 aura en charge le nettoyage des accès, voies de circulation de chantier et les abords du chantier
A charge de chaque LOT de nettoyer quotidiennement ses aires et ses postes de travail puis d'évacuer dans la foulée ses déchets.

Les entreprises générant beaucoup de déchets devront prévoir chacun une benne à déchets pour leurs propres gravats, déchets matériaux, détritiques; ils géreront le remplacement de leurs bennes.

L'ensemble des circulations piétonnes intérieures et extérieures au chantier devront être propres en tout temps.

Les voiries publiques adjacentes au chantier devront être nettoyées en cas de salissures et autant que de besoin.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Maçonnerie** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, le lot gros œuvre soumet à l'accord des maîtres d'ouvrage et d'œuvre et du coordonnateur SPS, le plan d'installation de chantier qui précise pour le chantier :

- Les entrées et sorties du chantier et leurs modifications éventuelles pendant la durée du chantier,
- La clôture du chantier et ses modifications éventuelles pendant la durée du chantier,
- Les circulations intérieures au chantier (pour les piétons et les véhicules autorisés),
- Les places de stationnement pour les véhicules autorisés,
- La localisation des cantonnements des salariés,
- La localisation du(des) bureau(x) de chantier,
- L'emplacement des appareils de levage,
- La surface nécessaire pour les zones de stockages des entreprises,
- L'emplacement de la zone de lavage des toupies et des bennes à béton avec la fosse de décantation,
- Les points de raccordement en énergie électrique et eau potable.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Maçonnerie** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Accès	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Circulations	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Signalisation	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Stationnement	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Stockage	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Coffret électrique général	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Électricité	Électricité	Fin de chantier
Cantonnement	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Infirmerie de chantier	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Fin de chantier
PIC	Maçonnerie	Maçonnerie	Fin de chantier
Protections collectives	TCE	TCE	Fin de chantier
Accès hauteur communs	TCE	TCE	Fin de chantier
Déchets - Gravats	TCE	TCE	Fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
2	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	
3	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	
4	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
5	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
6	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
7	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
8	Travaux en plongée appareillée	
9	Travaux en milieu hyperbare	
10	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
11	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
12	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
13	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	Maçonnerie	Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Manutention manuelle Multi danger	Circulations Engins Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé
	Électricité	Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Contact électrique direct ou indirect
	Menuiserie bois - Serrurerie	Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement	. .
	Menuiserie bois - Serrurerie	Inhalation poussières	.
	Revêtement de sol	Stabilité, renversement Produits dangereux	. .
	Revêtement de sol	Déplacement de plain-pied	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.

4.2. Analyse de risques

Maçonnerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Déplacement de plain-pied	"Protection collective résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)."	.
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Manutention manuelle	Etude et mise en œuvre d'éléments préfabriqués en vue de simplifier la tâche et de diminuer les risques. Lors de la préfabrication des éléments (compris pièces en béton cellulaire), incorporation des douilles et ancrages.	.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.

Électricité

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Contraintes météorologiques	Pas de travaux par grand vent (au-delà de 70 km/h)	.
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité

Menuiserie bois - Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.

Menuiserie bois - Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.

Revêtement de sol

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.

Revêtement de sol

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de GROS OEUVRE soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de GROS OEUVRE
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (Couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le MOE qui désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le MOE qui désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra

préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Aucune Co activité ni de superposition de tâche au poste de travail.

Le planning du MOE tient compte de cet élément sécuritaire élémentaire.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Chaque conducteur d'engin de chantier doit avoir sur lui en permanence une autorisation de conduite valide de son employeur.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise #auvent par#, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée jusqu'à la réception de l'opération.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée jusqu'à la réception de l'opération. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défailtantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - A fournir avant le démarrage des travaux
- Demandes d'arrêtés - Arrêté de voirie au besoin pour les livraisons et le stationnement des véhicules d'entreprises
- Autorisations concessionnaires - Démarches à effectuer (par les entreprises) auprès des concessionnaires, autorités...

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les travaux ne doivent pas générer de risque pour les personnes se trouvant dans l'environnement de celui-ci.

Les entreprises en tiennent compte dans leurs études, modes opératoires, et en particulier dans la gestion des approvisionnements, le déchargement des matériels et matériaux, l'acheminement jusqu'aux zones de chantier, les évacuations de gravats, le maintien des circulations piétonnes et des véhicules de secours aux abords du chantier. Les entrées et sorties des véhicules se font sous la protection d'un chef de manœuvre qualifié, et de toute les manières en respectant le code de la route.

Condition de chantier

L'entreprise travaillera accompagnée d'un surveillant de travaux :

- Lors des travaux, la clôture devra être refermée chaque soir
- L'entreprise devra prendre en compte les contraintes liées aux activités du personnel et devra prendre les mesures visant à ne pas perturber leur fonctionnement.
- Modalités d'autorisations d'accès à prendre en compte.
- Travail en compagnie d'ERIS (Equipe régionale d'intervention).
- Outre le contrôle concernant les personnes, tout véhicule entrant ou sortant sera contrôlé, l'opération pouvant prendre une demi-heure à chaque passage.
- Impossibilité d'entrer lors de mouvement de détenus.
- Informer le personnel travaillant des éventuelles paroles déplacées des détenus.
- Afin de faciliter son accès sur le site, tout véhicule d'entreprises doit être signalé, au préalable, à l'établissement, par

le responsable de chantier. Il en va de même pour les employés des entreprises.

- Le titulaire d'une prestation prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne pourra pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation pourrait engendrer.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- Le plan de prévention de l'établissement est joint en annexe par le MO,
- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles

NOTA A TOUS LES INTERVENANTS :

Toutes les dispositions énoncées dans le présent document, s'appliquent également vis à vis des chefs d'établissements, des boutiques et prestataires indépendants installés dans le centre.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds

d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Se conformer à la procédure . . .

1. Ne pas bouger la victime.

2. Protéger la victime.

3. Prévenir les secours.

4. L'appel

- rester calme.

- faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).

- donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).

5. Préciser

- le nombre de victimes.

- la nature des blessures.

- ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.

6. Prévoir

- une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.

- ne jamais laisser une victime seule.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Consulter le chef d'établissement.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : AUXERRE(89)-MAIS ARRET-ACCESSI

Adresse : 13 AVENUE CHARLES DE GAULLE 89000 AUXERRE

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Consulter le chef d'établissement.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- GUIDE-DE-PRECONISATIONS-COVID-19-OPPBTP V2
- RAAT Maison d'arrêt d'Auxerre